

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail, de la solidarité et
de la fonction publique

NOR : MTSF1021034C

**Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer
et des collectivités territoriales**

et

**Le ministre du travail, de la solidarité
et de la fonction publique**

à

**Madame et messieurs les préfets de région
(pour attribution)**

à

**Mesdames et messieurs les sous préfets à l'égalité des chances en outre mer
(pour attribution)**

Circulaire du 2 juin 2010 relative à la mise en œuvre des allocations pour la diversité dans la fonction publique : campagne 2010 - 2011

P.J. : 1) Arrêté du 5 juillet 2007 modifié relatif à la mise en œuvre des allocations pour la diversité dans la fonction publique (version consolidée au 15 mai 2009)

- 2) Tableau de répartition des allocations pour la diversité 2010/2011, par région.
- 3) Charte du tutorat.
- 4) Tableau relatif au plafond des ressources des allocations pour la diversité 2010/2011.
- 5) Modèle de convention.
- 6) Dossier de demande d'allocations pour la diversité (grille de lecture incluse).

Les allocations pour la diversité dans la fonction publique vont être mises en place pour la quatrième année consécutive en septembre 2010.

Initiées en 2007, leur périmètre a évolué avec la création et le développement en 2009 d'une vingtaine de classes préparatoires (CPI) aux différents concours de la fonction publique, conformément au vœu du Président de la République lors de son discours sur l'égalité des chances à l'Ecole Polytechnique, le 17 décembre 2008. Ces CPI ont pour vocation d'apporter un soutien pédagogique renforcé, via notamment l'accompagnement d'un tuteur, une aide financière et des facilités de logement à des candidats à différents concours externes, sélectionnés sous conditions de ressources et de mérite.

Dans ce contexte, les allocations pour la diversité constituent le volet financier de la mesure permettant aux « élèves CPI » de suivre leur préparation dans des conditions matérielles satisfaisantes.

Même si une partie des allocations pour la diversité bénéficient aux « élèves » des classes préparatoires, il n'en demeure pas moins que près de 60% d'entre elles sont attribuées à des étudiants ou à des demandeurs d'emploi préparant un ou plusieurs concours de la fonction publique de catégorie A ou B.

La présente circulaire a pour objet de consolider la déclinaison du dispositif des allocations pour la diversité au regard notamment de l'articulation avec la mise en place des CPI.

Compte tenu de la réorganisation en cours de l'administration territoriale de l'Etat et des changements d'interlocuteurs de la DGAFP sur ce dossier, des informations déjà précisées dans la circulaire conjointe MIOMCT/DGAFP du 30 avril 2009 (campagne 2009/2010) sont de nouveau mentionnées dans le présent document.

Pour l'année 2010/2011, 1 100 allocations sont réparties par région selon le tableau annexé (PJ n° 2).

Votre attention est particulièrement appelée sur trois points :

- le nombre d'allocations pour la diversité attribuées aux préfectures de région de l'outre-mer. En effet, en application des décisions du comité interministériel à l'outre-mer du 6 novembre 2009, 100 allocations sont affectées aux régions de l'outre-mer ;
- le nombre d'allocations attribuées aux CPI ;
- le nombre d'allocations attribuées hors CPI.

I – En ce qui concerne le champ du dispositif

1) Il est rappelé que les allocations pour la diversité dans la fonction publique visent :

- d'une part, des étudiants préparant un ou plusieurs concours de la fonction publique, notamment ceux qui sont inscrits dans les instituts de préparation à l'administration générale (IPAG) et les centres de préparation à l'administration générale (CPAG) ou ceux qui s'engagent à suivre une préparation mise en place à cet effet par des écoles du service public ou des employeurs publics ;
- d'autre part, les personnes sans emploi préparant un ou plusieurs concours de la fonction publique.

Les étudiants et les personnes sans emploi doivent être titulaires d'un diplôme leur permettant de présenter un concours de la fonction publique de catégorie A ou B ou être en attente des résultats de leurs examens lors du dépôt de la demande d'allocation.

Les candidats se préparant seuls sont éligibles au dispositif, même s'il est plus difficile de vérifier l'assiduité de ces candidats. En ce sens, le rôle du tuteur est essentiel et doit permettre de pallier cet obstacle. Une charte du tutorat dont vous trouverez un modèle (PJ n° 3) devra être signée entre le tuteur et l'allocataire afin d'encadrer les obligations respectives de chacune des parties. Pour les préfectures situées en outre-mer, qui ne disposent pas toujours d'un large choix des préparations à concours (cours par correspondance exceptés), leur rôle en terme d'accompagnement des candidats aux concours de la fonction publique peut s'avérer primordial.

2) Les bénéficiaires

Les bénéficiaires des AD sont sélectionnés sous conditions de ressources et de mérite conformément à l'arrêté du 5 juillet 2007 relatif à la mise en œuvre des allocations pour la diversité dans la fonction publique modifié par l'arrêté du 15 avril 2009.

S'agissant de l'appréciation du critère financier, les revenus retenus pour le calcul du droit à allocation sont ceux perçus durant l'année n-1 par rapport à l'année de dépôt de la demande et plus précisément ceux figurant à la ligne « revenu brut global » ou « déficit brut global » du ou des avis fiscaux d'imposition, de non-imposition ou de non mise en recouvrement, de restitution ou de dégrèvement. Sont également pris en compte les revenus perçus à l'étranger ou dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle Calédonie ne figurant pas à la ligne mentionnée précédemment.

A toutes fins utiles, vous voudrez bien trouver ci-annexé, un tableau relatif au plafond des ressources des allocations pour la diversité dans la fonction publique (PJ. n° 4). Celui-ci indique également les points de charge qui permettent de moduler le plafond en fonction de la situation sociale et familiale du demandeur.

Pour l'année universitaire 2010/2011, les ressources et charges de famille de l'allocataire ne doivent pas dépasser un plafond de ressources fixé à 32 440 euros conformément à l'arrêté du 18 août 2009 fixant le plafond de ressources relatif aux bourses du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

En ce qui concerne plus particulièrement la détermination des critères de sélection, les points de charge se déclinent de la manière suivante :

1) en ce qui concerne la situation du demandeur :

- candidat domicilié en CUCS : 3 points.
- candidat ayant effectué tout ou partie de sa scolarité dans un établissement classé en ZEP : 3 points.

2) en ce qui concerne les charges du demandeur :

- candidat atteint d'une incapacité permanente (non prise à charge à 100 % dans un internat) : 2 points ;
- candidat souffrant d'un handicap physique nécessitant l'aide permanente d'une tierce personne : 2 points ;
- candidat pupille de la nation ou bénéficiaire d'une protection particulière : 1 point ;
- candidat marié ou lié par un PACS dont les ressources du conjoint sont prises en compte : 1 point ;
- pour chaque enfant à charge : 1 point.

3) en ce qui concerne les charges de la famille du demandeur :

- pour chaque enfant à charge, à l'exclusion du candidat : 1 point ;
- pour chaque enfant à charge étudiant dans l'enseignement supérieur autre que le demandeur : 2 points ;
- parent isolé : 1 point.

Les deux critères relatifs à la situation du demandeur, comme celui de la domiciliation en CUCS ou celui des études effectuées en ZEP voient le maintien du nombre important de points accordés en raison de l'orientation « diversité » du dispositif, conformément à la finalité de celui-ci.

A toutes fins utiles, il paraît souhaitable d'établir une liste complémentaire afin de pallier d'éventuelles défaillances ou refus de la part des candidats potentiels.

S'agissant des classes préparatoires intégrées, toute personne élue à ce dispositif, bénéficie, si elle le souhaite, de l'allocation pour la diversité sous réserve de satisfaire aux conditions de ressources mentionnées précédemment.

J'ajoute que tant les conditions de ressources que celles de mérite pour bénéficier de l'AD, sont examinées préalablement par chacune des écoles lors de la sélection à la CPI. C'est pourquoi, concernant plus particulièrement la procédure d'attribution des AD au regard des CPI, chaque école transmettra à la préfecture de région dont elle relève, les éléments suivants :

- la liste des « élèves CPI » sollicitant cette aide ;
- pour chaque bénéficiaire :

la photocopie des premières pages du dossier de demande d'inscription à la CPI comprenant les principaux éléments d'identification de l'intéressé (nom, prénom, adresse, etc...) ;
la photocopie de la convention signée entre l'école et « l'élève » en CPI ;
un relevé d'identité bancaire ou postale.

Par conséquent, dans un souci de simplification de la procédure de demande d'attribution des AD, il n'est pas nécessaire de faire remplir à chaque « élève » en CPI un dossier spécifique, les pièces mentionnées ci-dessus et fournies par les écoles s'avérant suffisantes.

Lors de l'attribution des allocations, vous voudrez bien vous assurer du nombre effectif de candidats admis à la CPI et en cours de formation pour les écoles ayant débuté leur préparation début 2010, certaines données pouvant évoluer (à la marge) à compter de la signature de la présente circulaire. S'il s'avérait que certaines AD aient été affectées en surplus pour les CPI, celles-ci seraient bien évidemment reversées dans la procédure de droit commun d'attribution de ces aides.

A l'occasion du second versement, soit en janvier 2011, il vous sera adressé, par chaque école, la liste actualisée des « élèves CPI », qui permettra ainsi d'attester de leur assiduité.

3) L'éligibilité des concours

L'élément générateur du bénéfice de l'allocation est la préparation à un ou plusieurs concours de la fonction publique. Ces concours concernent tant l'accès à un corps ou cadre d'emploi qu'à une école de formation de fonctionnaires, pour les étudiants et les demandeurs d'emploi.

4) Le dossier de demande d'attribution des allocations pour la diversité

Il vous est rappelé de ne pas apporter de modifications au dossier de demande d'attribution des allocations pour la diversité dans la mesure où celui-ci a été validé par la Commission nationale informatique et libertés (CNIL).

Cependant, il vous appartient de préciser le ou les lieux de dépôt du dossier pages 1 (page d'accueil) et 2, celui-ci variant en fonction des préfectures.

A toutes fins utiles, afin de simplifier la diffusion de l'information sur les allocations pour la diversité et de déterminer un interlocuteur unique pour ce dossier, il paraît souhaitable de créer une « boîte mails » spécialement dédiée à ce sujet.

5) La signature d'une convention d'attribution de l'allocation entre le bénéficiaire et la préfecture

La signature d'une convention entre la préfecture de région et le bénéficiaire de l'allocation est le signe d'un engagement réciproque entre les parties. Vous trouverez en PJ n° 5 un modèle de ce document auquel vous pourrez apporter les modifications que vous jugeriez nécessaire. Une rubrique concernant les concours que le bénéficiaire de l'AD souhaite présenter a été ajoutée par rapport à la version 2009/2010 de ce document.

Dans le cadre des CPI, pour les écoles ayant signé une convention avec les « élèves CPI », cette convention fait foi. Il n'est donc pas nécessaire de faire signer une nouvelle convention aux bénéficiaires de l'allocation, inscrits en CPI.

6) Le tutorat

Le deuxième alinéa de l'article 5 de l'arrêté du 5 juillet 2007 précité spécifie que « *chaque versement est subordonné à la fréquentation assidue par le bénéficiaire des préparations pour lesquelles l'allocation a été accordée et à sa participation aux exercices de tutorat qui lui sont proposés* ».

La circulaire du 19 juillet 2007 prévoit d'une manière générale, le développement de la mise en œuvre du tutorat vis à vis de publics prioritaires tels que les bénéficiaires de l'allocation pour la diversité, par des élèves ou anciens élèves des écoles du Réseau des écoles de service public (RESP) mais également par des fonctionnaires volontaires de chaque fonction publique ayant récemment préparé des concours.

Compte tenu de l'objectif tendant à la mise en œuvre des allocations pour la diversité à savoir un accompagnement matériel et psychologique des bénéficiaires, il est souhaitable de promouvoir largement les actions de tutorat.

D'une façon plus générale, votre attention est tout particulièrement appelée sur l'intérêt de toutes démarches ou initiatives pouvant permettre de développer le tutorat, de sensibiliser les personnels de préfecture au sujet, notamment par des actions de communication, voire de susciter la candidature de fonctionnaires désireux d'accompagner un candidat dans sa démarche de préparation de concours.

II – En ce qui concerne l'aspect financier des AD

1) La mise en place des crédits

La mise en place des crédits sera effectuée en deux fois, en septembre 2010 et en janvier 2011.

Chaque versement est de 1 000 euros par allocataire.

Cependant, s'agissant des préfectures d'Auvergne, d'Ile-de-France, de Midi-Pyrénées, de Rhône-Alpes, les crédits accordés prennent en compte également les « élèves en CPI » du dispositif « réussite finances » préparant les concours de catégorie A des ministères économique et financier, dont la rentrée a été effectuée dans le courant du premier trimestre 2010. Pour ces derniers, le versement de l'AD/CPI s'effectue en une fois en raison de contraintes calendaires pour le montant total de l'allocation, soit 2 000 euros par bénéficiaire. Les informations détaillées sont précisées dans le tableau relatif à l'attribution des AD mentionné précédemment (PJ n° 2).

J'attire votre attention sur le fait que les critères d'attribution des AD ont évolué par rapport à ceux de l'an passé. Les « élèves en CPI » représentent 40% environ des bénéficiaires des AD et le mode de calcul

de répartition des allocations restantes, au regard de l'enveloppe attribuée pour l'année 2010, a été modifié (prise en compte de la population par région/total de la population française). En conséquence, certaines régions peuvent voir leur enveloppe diminuée ou augmentée. Dans l'hypothèse où certaines AD/CPI viendraient à ne pas être utilisées, elles sont bien évidemment versées au « pot commun » des AD.

2) Le reversement des allocations non utilisées à la DGAFP

D'une manière générale, les allocations non utilisées devront être reversées à la DGAFP sous la forme de crédit sans emploi si un rééquilibrage n'est pas déjà intervenu dans le cadre de l'un des deux versements effectués au cours d'une même année budgétaire (2010 en l'espèce).

Dans la mesure où les allocations pour la diversité sont inscrites selon un rythme annuel déterminé par la loi de finances et que les versements aux bénéficiaires s'échelonnent sur une année universitaire et, par voie de conséquence sur deux années budgétaires, chaque préfecture devra signaler le montant des allocations non utilisées au titre d'une année universitaire n lors de la mise en œuvre d'une nouvelle « promotion de bénéficiaires » pour l'année $n+1$.

3) L'incidence d'un désistement, d'une renonciation, d'une réussite à concours au cours de l'année universitaire

Comme déjà rappelé, l'article 5 de l'arrêté du 5 juillet 2007 prévoit que les allocations sont versées en plusieurs fois, et que chaque versement est subordonné à la fréquentation assidue, par le bénéficiaire, des préparations pour lesquelles l'allocation a été accordée, et aux exercices de tutorat qui lui sont proposés.

Il est rappelé qu'en cas de désistement ou de renonciation, l'allocataire doit rembourser le ou les versements dont il a pu bénéficier.

En cas de réussite à concours, la totalité de l'allocation est versée même si celle-ci intervient en cours d'année.

D'autres situations peuvent se produire. D'une façon générale, il convient de les examiner au cas par cas en tenant compte de la situation particulière des bénéficiaires ou des éventuelles circonstances exceptionnelles qui pourraient justifier l'exonération du remboursement.

Une nouvelle fois, nous tenons à vous remercier pour l'implication qui a été la vôtre et celle de vos services dans la mise en œuvre des allocations pour la diversité.

Ce dispositif constitue l'une des traductions concrètes, pour la fonction publique, des orientations gouvernementales actuelles en faveur de la diversification des recrutements, au regard notamment de la déclinaison de la charte pour la promotion de l'égalité dans la fonction publique du 2 décembre 2008. Nous vous remercions de toutes les initiatives que vous pourrez prendre dans ce sens, notamment pour améliorer les aspects sur lesquels il apparaît souhaitable de progresser.

**Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'administration
et de la fonction publique**

Jean-François VERDIER

**Le ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des ressources humaines**

Bernard GONZALEZ

ARRETE

Arrêté du 5 juillet 2007 relatif au régime des allocations pour la diversité dans la fonction publique

NOR: BCFF0756160A

Version consolidée au 15 mai 2009

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique,

Vu le code du travail, notamment le titre VII de son livre IX ;

Vu le code de l'éducation, notamment le titre II de son livre VIII ;

Vu la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 modifiée portant organisation de la formation professionnelle dans le cadre de l'éducation permanente ;

Vu le décret n° 85-368 du 22 mars 1985 relatif aux instituts de préparation à l'administration générale, et notamment son article 7,

Article 1

· Modifié par Arrêté du 15 avril 2009 - art. 2

· Modifié par Arrêté du 15 avril 2009 - art. 3

Des allocations peuvent être attribuées aux étudiants préparant un ou plusieurs concours de la fonction publique de catégorie A ou B, notamment ceux qui sont inscrits dans les instituts de préparation à l'administration générale (IPAG) et les centres de préparation à l'administration (CPAG) ou ceux qui s'engagent à suivre une préparation mise en place à cet effet par des écoles du service public ou des employeurs publics. Les personnes sans emploi et titulaires d'un diplôme leur permettant de présenter un concours de la fonction publique de catégorie A ou B et préparant un ou plusieurs concours de la fonction publique peuvent également être au nombre des bénéficiaires. Ces allocations peuvent être attribuées aux bénéficiaires des classes préparatoires aux concours d'accès aux écoles de service public.

Article 2

Le nombre et le montant des allocations sont fixés chaque année par le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

Les allocations sont attribuées par les préfets, dans le cadre d'un contingent régional qui est notifié chaque année par le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique aux préfets de région.

Article 3

· Modifié par Arrêté du 15 avril 2009 - art. 4

Les allocations sont attribuées en fonction des ressources dont disposent les candidats ou leur famille et des résultats de leurs études antérieures. Ces résultats sont appréciés en tenant compte de la situation particulière et des mérites respectifs des personnes concernées, c'est-à-dire en prenant en considération les difficultés d'origine matérielle, familiale ou sociale spécifiques qu'elles peuvent rencontrer.

Sur la base de ces critères d'attribution et en s'appuyant sur le recteur d'académie, le préfet opère une sélection entre les dossiers.

Ne peuvent être retenus que les candidats dont les ressources et charges familiales ne dépassent pas les plafonds fixés chaque année par le ministre chargé de

l'enseignement supérieur pour l'attribution d'une bourse d'enseignement supérieur échelon zéro.

Article 4

· Modifié par Arrêté du 15 avril 2009 - art. 5

Les allocations sont accordées pour une durée maximale d'un an. A titre exceptionnel, le préfet peut les renouveler une seule fois, compte tenu des résultats obtenus par le bénéficiaire au cours de l'année universitaire écoulée.

Article 5

· Modifié par Arrêté du 15 avril 2009 - art. 6

Les allocations sont versées en trois fois au plus.

Chaque versement est subordonné à la fréquentation assidue, par le bénéficiaire, des préparations pour lesquelles l'allocation a été accordée et à sa participation aux exercices de tutorat qui lui sont proposés.

Article 6

· Modifié par Arrêté du 15 avril 2009 - art. 7

Les bénéficiaires d'une allocation prennent l'engagement de se présenter, à l'issue de la préparation, aux épreuves d'admissibilité de l'un des concours pour lesquels l'aide de l'Etat leur a été accordée.

A défaut, les bénéficiaires doivent rembourser au Trésor les sommes perçues au titre de cette allocation.

Article 7

L'arrêté du 5 août 1987 relatif au régime des bourses de service public est abrogé.

Article 8

Le secrétaire général du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et le directeur général de l'administration et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Le ministre du budget, des comptes publics
et de la fonction publique,
Eric Woerth

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer
et des collectivités territoriales,
Michèle Alliot-Marie

La ministre de l'enseignement supérieur
et de la recherche,
Valérie Pécresse

Tableau de répartition des allocations pour la diversité par région au titre de 2010/2011 : situation au 10 mai 2010

PJ n° 2

REGION	CPI	Nombre de poste sofferts à la CPI	Total CPI	Date de début de formation	Détail des montants versés pour les CPI en septembre 2010	Nombre d'allocations pour la diversité pour la campagne 2010/2011 (hors CPI)	Nombre total d'allocations pour la diversité pour la campagne 2010/2011 (AD et AD/CPI)
Alsace						17	17
Aquitaine	ENAP	20	20	sept-10	20x1000	29	49
Auvergne	ENI (concours A)	18	18	févr-10	18 X2000	12	30
Basse Normandie						14	14
Bourgogne	ENG	0	0			15	15
Bretagne	EHESP	15	15	oct-10	15x1000	29	44
Centre						23	23
Champagne Ardennes						12	12
Corse	IRA Bastia	30	30	sept-10	30x1000	3	33
Franche Comté						11	11
Guadeloupe						20	20
Guyane						15	15
Haute Normandie						17	17
Ile de France	ENA	17	86	oct-10	17x1000	108	194
	ENSOP	20		sept-10	20x1000		
	ENI +ENT (concours B)	21		mars-10	21x1000		
	ENI +ENT (concours A)	16		févr-10	16x2000		
	INP	12		août-10	12x1000		
Languedoc Roussillon	ENCCRF (concours B)	20	20	sept-10	20x1000	24	44
Limousin						7	7
Lorraine	IRA Metz	28	28	juin-10	28x1000	22	50
Martinique						15	15
Midi Pyrénées	ENC (cadastre/concours A)	18	18	févr-10	18x2000	26	44
Nord Pas de Calais	END (concours A)	25	75	sept-10	25x1000	37	112
	ENPJJ	25		sept-10	25x1000		
	IRA Lille	25		juin-10	25x1000		
PACA						45	45
Pays de la Loire	IRA Nantes	25	25	juin-10	25x1000	33	58
Picardie						18	18
Poitou Charentes						16	16
Réunion						50	50
Rhône Alpes	ENSP	20	90	sept-10	20x1000	57	147
	ENT (concours A)	14		févr-10	14x2000		
	ENT (concours B)	13		mai-10	13x1000		
	IRA Lyon	25		juin-10	25x1000		
	INTEFP	18		juin-10	18x1000		
TOTAL			425 hors DOM			675 (DOM inclus)	1100 (DOM inclus)

Pour les CPI "réussite finances " concours A ayant débuté en février 2010, versement de 2000 euros en septembre 2010

Opération « parrainage dans la fonction publique »
Allocation pour la diversité dans la fonction publique
Année 2010/2011

CHARTRE DE TUTORAT

L'attribution d'allocations pour la diversité dans la fonction publique est un des volets de l'opération « **Parrainage dans la fonction publique** » dont l'objectif est de mettre en place un dispositif d'aide à la préparation des concours de catégorie A et B et de promouvoir la diversité dans la fonction publique.

Il s'agit d'octroyer, pour une durée maximale d'un an, une allocation de 2 000 € aux bénéficiaires suivants :

- personnes sans emploi et titulaires d'un diplôme leur permettant de présenter un concours de catégorie A ou B de la fonction publique avec une attention particulière aux jeunes récemment sortis du système scolaire et universitaire.
- étudiants préparant un ou plusieurs concours de la fonction publique de catégorie A ou B, notamment ceux inscrits dans les instituts de préparation à l'administration générale (IPAG) et dans les centres de préparation à l'administration générale (CPAG), ou encore ceux qui s'engagent à suivre une préparation mise en place à cet effet par des écoles de services public ou des employeurs publics.

Les allocataires sont sélectionnés sur la base de critères objectifs liés à leurs ressources ou à celles dont dispose leur famille, et aux résultats de leurs études antérieures.

Ces résultats sont appréciés en tenant compte de leurs mérites respectifs et de leur situation particulière au regard des difficultés d'origine matérielle, familiale ou sociale auxquels ils ont pu être confrontés.

La présente charte a pour objet de fixer la nature de l'engagement respectif entre le tuteur et l'allocataire dans le cadre du versement de l'allocation pour la diversité.

ENGAGEMENT DU TUTEUR

Le tuteur s'engage :

- à être disponible pendant la durée du versement de l'allocation afin d'assurer un suivi concret de l'allocataire ;
- à faire partager son expérience professionnelle ainsi que toutes informations qu'il estimerait utiles de transmettre à l'allocataire;
- à prodiguer des conseils méthodologiques en termes d'organisation du travail, de rédaction administrative, de connaissance de l'environnement professionnel, etc... ;
- à inscrire son action dans une logique de partage d'expérience avec les autres tuteurs intervenant en région ... ou sur le département de...dont les modalités seront définies ultérieurement ;
- à participer à une formation au tutorat, sous réserve de l'accord de son employeur.

ENGAGEMENT DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

- participer activement et **assidûment** aux exercices de tutorat ;
- respecter le calendrier de réunions établi en accord avec le tuteur dès la mise en place du tutorat ;
- à défaut, signaler à son tuteur toute réunion ou rendez-vous qu'il ne pourrait honorer ;
- se présenter, à l'issue de l'année de préparation, aux épreuves d'admissibilité du ou des concours pour lesquels l'aide de l'Etat lui est accordée ;
- à signaler tout changement d'adresse pendant l'année au cours de laquelle il bénéficie de l'allocation ainsi que dans les mois suivants afin de faire connaître les résultats de ses concours ;
- à communiquer les résultats de ses épreuves dès qu'il en a connaissance.

Plafond de ressources pour l'attribution des allocations pour la diversité 2010-2011

Points de charge	Plafond de ressources pour l'attribution des allocations pour la diversité
	(revenus bruts perçus en 2008) barème des bourses d'enseignement supérieur selon arrêté du 18 août 2009 (J.O.8 septembre 2009)
0	32 440 €
1	36 040 €
2	39 650 €
3	43 250 €
4	46 860 €
5	50 460 €
6	54 070 €
7	57 670 €
8	61 280 €
9	64 880 €
10	68 480 €
11	72 090 €
12	75 690 €
13	79 300 €
14	82 900 €
15	86 510 €
16	90 110 €
17	93 720 €

ALLOCATION POUR LA DIVERSITE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

grille d'aide pour l'étude des critères d'attribution (rentrée 2010)

Les critères d'attribution de ces allocations aux candidats sont les « *ressources de la famille* » ainsi que les « *résultats de leurs études antérieures* ».

Critères obligatoires :

- ▶ les **personnes sans emploi et titulaires d'un diplôme** leur permettant de présenter un concours de catégorie A (BAC + 3) ou B (BAC) et qui s'engagent à suivre une préparation à un ou plusieurs concours de la fonction publique.
- ▶ les **étudiants préparant un ou plusieurs concours** de la fonction publique de catégorie A (BAC + 3) ou B (BAC), notamment ceux qui sont inscrits dans les instituts de préparation à l'administration générale (I.P.A.G.) et les centres de préparation à l'administration (C.P.A.G.) ou qui s'engagent à suivre une préparation mise en place à cet effet par des écoles du service public ou des employeurs publics.
- ▶ avis fiscal des **revenus bruts perçus en 2009** inférieurs ou égaux à **32 440 €**

Critères prioritaires : difficultés d'origine matérielle, familiale ou sociale

- 1°) Personnes sans emploi
- 2°) Etudiants

1. Les revenus les plus modestes
2. Etudes effectuées dans des établissements classés en ZEP
3. Situation domicile :
 - 3.1 – zone géographique CUCS
 - 3.2 – éloignement des établissements scolaires
4. Situation familiale :
 - 4.1 – famille nombreuse
 - 4.2 – famille monoparentale
5. Situation personnelle
 - 5.1 – famille à charge
 - 5.2 – incapacité ou handicap physique
 - 5.3 – pupille de la Nation ou protection particulière
6. Résultats des études antérieures

– IMPORTANT –

Les allocations pour la diversité **sont cumulables** avec les bourses sur critères sociaux au titre de l'année universitaire 2010-2011

ALLOCATION POUR LA DIVERSITE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

grille d'étude des critères d'attribution (rentrée 2010)

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Préparation au concours de : _____ catégorie A α _____ catégorie B α

Critères obligatoires :

sans emploi α étudiant α titulaire BAC α titulaire BAC + 3 α
avis fiscal des revenus bruts perçus en 2009 inférieurs ou égaux à 32 440 € α

Critères prioritaires : difficultés d'origine matérielle, familiale ou sociale

Avis fiscal des revenus bruts perçus en 2009
montant : €

α Etudes effectuées dans des établissements classés en ZEP

Domicile :
 α zone géographique « CUCS »
 α éloignement des établissements scolaires

Situation familiale :
 α famille nombreuse
 α famille monoparentale

Situation personnelle :
 α famille à charge
 α incapacité ou handicap physique
 α pupille de la Nation ou protection particulière

Résultats des études antérieures : <input type="radio"/> moyens <input type="radio"/> bons <input type="radio"/> excellents	
--	--

Bénéficie actuellement d'une bourse ? ☐ oui ☐ non

A déjà bénéficié d'une bourse ? ☐ oui ☐ non



PREFECTURE DE

ALLOCATION POUR LA DIVERSITE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

**NOM : Prénom :
.....**

Année universitaire 2010-2011

**Ce formulaire doit être dûment rempli (pages 3 à 6) au stylo-
bille
(pour les pièces à fournir, voir page 7)**

DOSSIER A DEPOSER IMPERATIVEMENT

AU PLUS TARD LE 24 SEPTEMBRE 2010

**A LA PREFECTURE DE REGION /DE DEPARTEMENT DE
RESIDENCE (à compléter par chaque préfecture)**

TOUT DOSSIER INCOMPLET SERA REFUSE

**NE PAS OUBLIER DE SIGNER LA PRESENTE DEMANDE
(page 6)**

ALLOCATION POUR LA DIVERSITE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Le dispositif « *allocations pour la diversité dans la fonction publique* » vise à soutenir financièrement les candidats les plus méritants à préparer les concours de la fonction publique. Il s'agit de l'une des mesures de l'opération « parrainage pour la fonction publique » qui vise à développer l'information sur les métiers de la fonction publique, à mettre en place des actions de tutorat et d'accompagnement des candidats aux concours par des élèves ou des anciens élèves des écoles de service public et à apporter une aide financière aux candidats les plus méritants.

Les allocations pour la diversité dans la fonction publique sont des aides contingentées attribuées par les préfets au terme du processus d'identification des dossiers prioritaires.

Sont ainsi concernés :

- 1) les personnes sans emploi et titulaires d'un diplôme leur permettant de présenter un concours de catégorie A ou B et qui s'engagent à suivre une préparation à un ou plusieurs concours de la fonction publique.
- 2) les étudiants préparant un ou plusieurs concours de la fonction publique de catégorie A ou B, notamment ceux qui sont inscrits dans les instituts de préparation à l'administration générale (I.P.A.G.) et les centres de préparation à l'administration (C.P.A.G.) ou qui s'engagent à suivre une préparation mise en place à cet effet par des écoles du service public ou des employeurs publics.

Les critères d'attribution de ces allocations aux candidats sont les « ressources de la famille » ainsi que les « résultats de leurs études antérieures ». Ces résultats sont appréciés en prenant en considération leurs difficultés d'origine matérielle, familiale ou sociale.

Les ressources et charges de famille du bénéficiaire ne doivent pas dépasser les plafonds fixés chaque année par le ministre de l'enseignement supérieur pour l'attribution d'une bourse de l'enseignement supérieur échelon zéro. Pour la rentrée 2010-2011, celui-ci est de **32 440 € bruts**.

Quant aux résultats des études antérieures, ils sont appréciés en tenant compte de la situation particulière et des mérites respectifs des personnes concernées, c'est-à-dire en prenant en considération leurs difficultés d'origine matérielle, familiale ou sociale ainsi que la possibilité qui leur est faite d'accéder à des formations de qualité (par exemple un parcours scolaire effectué, en tout ou partie, dans un établissement classé en ZEP).

Les dossiers de candidature doivent être déposés pour le **24 septembre 2010** au plus tard auprès de la préfecture de région/ département (à compléter par chaque préfecture) de votre résidence qui vous remettra un accusé de réception.

Une réponse sera apportée sur la recevabilité des candidatures et décisions d'attribution.
Dans le cas d'une attribution, le paiement du 1^{er} terme interviendra avant la fin décembre.

Attention :

Les bénéficiaires de l'allocation pour la mise en œuvre de la diversité dans la fonction publique s'engagent :

- à se présenter à la prochaine session du ou de l'un des concours permettant d'accéder à un corps ou cadres d'emplois de catégorie A ou B pour lequel ils sollicitent l'allocation ;
- à communiquer, à la préfecture de région, les résultats des épreuves des concours auxquels ils ont été candidats.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à la présente demande. Elle vous donne un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Cette requête doit être adressée au préfet.

Madame α Mademoiselle α Monsieur α

[illegible][illegible][illegible][illegible]

Ville de naissance N° département

DOM-TOM ou pays étranger

Etes-vous français ? oui α non α

Si _____ non, _____ précisez _____ votre _____ nationalité :

Etes-vous en instance d'acquisition de la nationalité française ? oui ☐ non ☐

Les courriers (accusé de réception, attribution de l'allocation...) seront envoyés à cette adresse

Votre _____ **adresse :**

Code postal :

Commune : _____

Vous pouvez préciser à titre facultatif :

- vos coordonnées téléphoniques :

Domicile : _ _ _ _ _ Travail : _ _ _ _ _ Portable :
_ _ _ _ _

- **votre adresse électronique** (attention : n'indiquez que votre adresse personnelle) :

_ _ _ _ _
_ _ _ _

Quelle est votre situation personnelle ?

Célibataire ☐ Concubin ☐ Divorcé ☐ Marié(e) ☐ PACS ☐
Séparé(e) ☐ Séparé(e) judiciairement ☐ Veuf/Veuve ☐

Vous êtes marié(e), concubin ou avez conclu un PACS : renseignements sur votre conjoint :

Nom :

Prénom :

Profession :

Combien avez-vous d'enfants à charge ?

Adresse du domicile de la famille du demandeur :

Code postal :

Commune :

Pays :

Quelle est la profession de votre père ?

Quelle est la profession de votre mère ?

Combien avez-vous de frères et de sœurs ?

Votre père ou mère veuf(ve), divorcé(e), séparé(e) élève seul(e) un ou plusieurs enfants ? oui ☐ non ☐

Si oui, combien ?

Combien d'enfants à charge du (des) parent(s) sont étudiants (vous excepté) ?

Combien d'autres enfants non étudiants sont à la charge du (des) parent(s) (vous excepté) ?

Vous êtes pupille de la Nation et vous bénéficiez d'une protection particulière ? oui ☐ non ☐

Vous êtes atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100% dans un internat) ? oui ☐ non ☐

Vous souffrez d'un handicap physique nécessitant l'aide permanente d'une tierce personne ? oui ☐ non ☐

Quel est votre curriculum vitae ?

Etudes effectuées :

Baccalauréat ou titre équivalent (précisez lequel) :

Année d'obtention _____ mention ?

Licence ou titre équivalent (précisez lequel) :

Année d'obtention _____

Etudes antérieures Années Scolaires/ Universitaires	Classe suivie	Diplôme précis préparé	Nom et adresse de l'établissement fréquenté (ou autres situations...)	Résultat Admis (A) ou Refusé (R) Si mention (précisez)

Avez-vous déjà bénéficié d'une bourse(s) ? oui ☐ non ☐

Si oui :

Laquelle ?

au titre de quelle année ? _____

Laquelle ?

au titre de quelle année ? _____

Laquelle ?

au titre de quelle année ? _____

Laquelle ?

au titre de quelle année ?

A _____

Le |_|_|_|_|2|0|1|0|
Signature de demandeur
précédée de la mention « lu et approuvé »

Le |_|_|_|_|2|0|1|0|
Signature de demandeur
précédée de la mention « lu et approuvé »

Le |_|_|_|_|2|0|1|0|
Signature de demandeur
précédée de la mention « lu et approuvé »

Le |_|_|_|_|2|0|1|0|
Signature de demandeur
précédée de la mention « lu et approuvé »

PIECES A FOURNIR POUR LA CONSTITUTION DU DOSSIER

TOUT DOSSIER INCOMPLET SERA REFUSE

1. Une lettre de motivation manuscrite n'excédant pas 2 pages dans laquelle vous voudrez bien mentionner :

- si vous êtes domicilié(e) en CUCS et/ou vous avez effectué votre scolarité en ZEP (si tel est le cas, précisez le lieu et la durée) ;

2. Copie de la carte nationale d'identité ou du passeport

3. Les pièces justificatives suivantes :

- Photocopie de l'avis fiscal ou des avis fiscaux (imposition, non-imposition) qui se rapportent aux revenus perçus en 2009 par vous, vos parents ou par votre conjoint dans le cas de déclaration séparée
- En cas de divorce de vos parents : joindre une copie de l'extrait du jugement de divorce vous confiant à l'un de vos parents et fixant le montant de la pension alimentaire. A défaut de pension, joindre l'avis d'imposition (ou de non-imposition) des deux parents divorcés
- En cas de diminution notable et durable des ressources par rapport à l'année 2008 résultant de maladie, décès, chômage, retraite, divorce, séparation de fait et de corps de vos parents ou d'un changement de votre situation personnelle (mariage, naissance) : *joindre les justificatifs*
- Joindre la copie de vos justificatifs de scolarité accompagnés des relevés de notes

4. Un relevé d'identité bancaire, postal ou d'épargne (compte obligatoirement ouvert à votre nom)

5. Pour les étudiants, certificat d'inscription (ou la photocopie recto/verso de votre carte d'étudiant) 2009-2010 et lettre d'engagement à s'inscrire comme étudiant en 2010-2011

6. Pour les demandeurs d'emploi, certificat d'inscription au Pôle Emploi

Cas particuliers, fournir :

Pour les candidats pris en charge par un service départemental d'aide à l'enfance : attestation de l'organisme

Pour les enfants à charge recueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance : attestation de la mairie

Pour les enfants à charge inscrits au Pôle Emploi ne percevant pas d'allocation des ASSEDIC : attestation des ASSEDIC

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Accusé de réception d'une demande d'allocation pour la diversité dans la fonction publique
(année universitaire 2010-2011)

NOM :

Prénom :

Le | | | | 2 | 0 | 1 | 0 |





PREFECTURE DE

ACCUSE DE RECEPTION

(à remettre au candidat)

D'UNE DEMANDE D'ALLOCATION POUR LA DIVERSITE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Pour l'année universitaire 2010-2011

**NOM : Prénom :
.....**

Date de dépôt :

(cachet de la préfecture)

Une réponse sera apportée sur la recevabilité des candidatures et décisions d'attribution